



SYNDICAT FORCE OUVRIERE
Des agents de la ville de Saint Denis
Bourse du travail
3^{ème} étage bureau 314
93200 Saint Denis
Email : fosdterritoriaux@hotmail.fr
☎ 06 .41.28.35.92 / 06.04.52.21.13

Saint-Denis, le 17/11/24

STOP AU MEPRIS ET A LA DESINFORMATION DE LA MUNICIPALITE

Chers parents, chers collègues,

Contrairement à ce qu'affirme le communiqué de madame Leyla Temel daté du 15 novembre 2024 à savoir le jour même de notre rencontre et qui a conduit au maintien du mouvement de grève, deux réunions se sont effectivement tenues entre la mairie et les représentants du syndicat FO, cependant celles-ci n'ont été marquées que par un semblant d'écoute de la part de la municipalité. Aucune proposition d'amélioration concrète n'a été formulée pour répondre aux préoccupations des agents du service de l'enfance et de la vie scolaire, malgré le fait que cet objectif constituait le cœur même des discussions et du dialogue que nous avons souhaité engager avec la municipalité.

Pire encore, malgré ces discussions, la seule réponse tangible de la mairie se limite à ce communiqué, qui repose sur des informations trompeuses et vise à discréditer notre mouvement. Cette tentative de désinformation semble avoir pour objectif principal d'entraver la mobilisation des agents tout en instrumentalisant les parents d'élèves, laissant entendre qu'ils ne pourraient pas saisir la complexité de la situation.

Nous tenons à rappeler que notre mouvement est motivé par une volonté de garantir des conditions de travail dignes pour les agents et un encadrement de qualité pour les enfants. Si nous restons ouverts au dialogue, nous attendons des engagements concrets et des solutions durables de la part de la municipalité, et non des déclarations publiques qui ne font qu'entretenir la confusion et la division.

Nous exprimons notre profonde indignation face aux accusations formulées dans le communiqué, notamment concernant le chiffre de 9 500 repas, présenté comme une surestimation de notre part. Ce chiffre, mentionné sur le site officiel de la Ville et repris par un article de *Le Parisien*, n'émane en aucun cas de notre syndicat. Insinuer que nous manipulons les chiffres à des fins stratégiques relève de la diffamation et témoigne d'une volonté manifeste de détourner l'attention des véritables problèmes : le manque de personnel et la dégradation des conditions de travail.

En outre, la maire adjointe affirme que "les équipes sont au complet" et que des "ajustements quotidiens" suffisent à maintenir la sécurité des enfants, y compris en cas d'absences. Pourtant, cette déclaration occulte l'impact concret sur les conditions de travail des agents et la qualité de l'encadrement. Les faits rapportés montrent clairement que, malgré une augmentation des effectifs,

le personnel n'a pas été renforcé proportionnellement aux besoins. Les ajustements mis en avant ne font que masquer une gestion déficiente des ressources humaines.

La municipalité reconnaît des “difficultés de recrutement”, tout en prétendant que cela n'affecte pas la sécurité des enfants. Toutefois, l'externalisation des services de ménage, justifiée par une économie de 3 millions d'euros annuels, illustre une politique budgétaire où les économies priment sur l'investissement dans un encadrement compétent. Cette rationalisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité d'accueil et de la sécurité des enfants.

Nous dénonçons également la tentative de la mairie de monter les parents contre les agents grévistes, dans une démarche visant à détourner l'attention des véritables enjeux. Si les familles rencontrent des difficultés à s'organiser lors d'une grève, c'est avant tout parce que la gestion publique échoue à anticiper et à investir dans des solutions pérennes pour garantir un service de qualité.

Il est inacceptable que la mairie cherche à culpabiliser les agents pour défendre un droit fondamental, celui de faire grève. Cette manœuvre de division vise à créer une opposition artificielle entre travailleurs et usagers, mais elle ne résoudra pas les problèmes structurels que nous dénonçons.

De plus, la loi autorise un agent à se déclarer gréviste jusqu'au dernier moment. La municipalité, parfaitement consciente de l'impact accru de ces déclarations tardives, exploite cette situation pour jouer sur les frustrations des familles et détourner l'attention des véritables responsables.

Nous insistons sur le fait que, si les parents se sentent pris en otage, ce n'est pas en raison des grévistes, mais parce que la municipalité refuse d'assumer ses responsabilités. Il est urgent de mettre fin à ces accusations infondées et d'instaurer un dialogue constructif en répondant aux revendications légitimes des agents.

Nous appelons la mairie à faire preuve de transparence et de respect envers les agents et les familles. Ce n'est qu'en reconnaissant la réalité des faits et en investissant dans des solutions concrètes que la municipalité pourra garantir un service public à la hauteur des attentes des usagers.

Pour FO
Djamila BASSI
Secrétaire générale